



**AIDE-MEMOIRE DE LA REUNION DU PREMIER COMITE CONJOINT DE MISE
EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARTENARIAT VOLONTAIRE (APV-FLEGT)
ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LA REPUBLIQUE DU CONGO.**

29 ET 30 AVRIL 2013

Conformément à l'article 19 de l'APV Congo-UE, les deux parties ont tenu leur premier « *Comité Conjoint de Mise en Œuvre* » (CCM) les 29 et 30 avril 2013 à Brazzaville.

L'objectif de cette réunion était de :

- décider des modalités d'organisation du CCM,
- faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'APV ainsi que la contribution des parties prenantes à la mise en œuvre de l'APV.
- s'accorder sur un plan de travail des activités à conduire d'ici la fin de l'année 2013 et sur un plan d'action global pour les 3 prochaines années.

Comité Conjoint de Mise en Œuvre

La première session du Comité Conjoint de Mise en Œuvre de l'APV-FLEGT en République du Congo s'est tenue les lundi 29 et mardi 30 avril 2013 au Ministère des Affaires Etrangères à Brazzaville, sous la coprésidence de son Excellence Monsieur Henri DJOMBO, Ministre de l'Economie Forestière et du Développement Durable, et son Excellence Monsieur Marcel VAN OPSTAL, Ambassadeur Chef de Délégation de l'Union européenne en République du Congo.

Ce CCM s'est déroulé au cours de deux journées de travail. La première consistait en une session technique et la seconde en une session officielle.

Conformément à l'Accord de Partenariat Volontaire entre le Congo et l'Union européenne, le Comité Conjoint de Mise en Œuvre de l'APV-FLEGT rappelle :

1. L'engagement des parties dans le processus de mise en œuvre de l'APV comme un élément central pour le renforcement de la gouvernance forestière ;
2. Que l'APV est un Accord international bilatéral entre l'Union européenne et le Congo, pays exportateur de bois dont le but est d'améliorer la gouvernance forestière et de s'assurer que le bois et produits dérivés exportés vers l'Union européenne remplissent toutes les exigences légales et réglementaires ;
3. Le caractère participatif de la mise en œuvre de l'Accord et souligne l'importance de l'implication des différentes parties prenantes dans le processus (administration, secteur privé et société civile).

Le Comité Conjoint de Mise en Œuvre de l'APV-FLEGT prend acte :

1. De la date officielle d'entrée en vigueur de l'APV-FLEGT entre le Congo et l'Union européenne le 1^{er} mars 2013, quelques semaines après la notification finale de la ratification de l'Accord par le Congo à l'Union européenne ;
2. De l'entrée en vigueur le 3 mars 2013 de la nouvelle réglementation européenne sur le bois (RBUE) qui impose le respect de la légalité pour tous les opérateurs qui veulent placer du bois sur le marché européen.

La liste des participants à cette réunion est jointe en annexe.

Règles de fonctionnement du Comité Conjoint

- Les modalités d'organisation de ce premier CCM (agenda, coprésidence, rapportage et la formalisation des décisions) ont été définies et adoptées.
- La partie congolaise a présenté ses membres permanents. Pour la partie européenne, ne sont permanents que l'Ambassadeur, le Chef de secteur et l'attaché de coopération Forêts. Les Etats membres sont toujours invités mais leur participation n'est pas garantie.
- Une première version du Règlement intérieur a été proposée par la partie européenne. Elle sera discutée par la partie congolaise en interne et conjointement avec la partie européenne lors des prochains GTC. La version finale de ce règlement devrait être approuvée lors du prochain CCM.
- Une première version des Règles d'arbitrage a été proposée par la partie européenne. Elle sera discutée entre les juristes des deux parties. Elle doit être validée avant la première émission d'une autorisation FLEGT.

Aide-mémoire

- Les résultats du CCM seront consignés dans un aide-mémoire sous forme d'un compte-rendu synthétique incluant un relevé de décisions.
- Cet aide-mémoire sera rendu public et servira à la partie européenne à communiquer avec le Conseil et le Parlement européen.

Rapport annuel conjoint

- Conformément à l'article 19 (g), les parties se sont accordées pour l'élaboration d'un rapport annuel 2013 conjoint, qui sera publié à la fin du premier trimestre 2014. La structure de ce rapport sera amendée lors des Groupes de Travail Conjoint (GTC) et devrait être validée au cours du 2^{ème} CCM.
- La partie congolaise s'engage à produire un rapport succinct d'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord sur la période 2010-2012. Ce rapport pourra être élaboré à partir des informations présentées lors de cette session technique. Ce rapport sera préparé par un groupe de travail du secrétariat technique et sa version finale sera présentée au GTC.

Groupe de travail conjoint

- Le CCM a entériné l'existence du Groupe de Travail Conjoint.
- Le Secrétariat Technique se réunira en amont du GTC pour venir avec une position commune lors du GTC.

Système National de Vérification de la Légalité

- Les deux parties ont exprimé leurs préoccupations concernant les retards observés dans la mise en œuvre du projet d'appui au développement et à la mise en œuvre du système national de vérification de la légalité (SNVL). Ces retards sont notamment dus à la résiliation du contrat pour l'élaboration du logiciel de traçabilité et à l'absence d'un système de financement durable du SVL.
- La question des tests à blanc de la légalité des entreprises et de leur impact a été longuement abordée
 - Les deux parties se sont accordées pour éclaircir le fait que les tests à blanc de légalité ont été menés durant une phase expérimentale afin de mettre en lumière les lacunes du système et d'identifier les améliorations nécessaires. Ils n'ont pas été menés dans une optique de sanction et c'est pourquoi les résultats doivent demeurer confidentiels.
 - Les deux parties insistent sur le fait que les tests à blanc ont examiné la conformité des sociétés forestières par rapport à la grille de légalité forestière FLEGT, dont certaines exigences ne sont pas encore traduites dans le cadre légal actuellement en vigueur.

- Renforcement des moyens et des capacités des organes de contrôle de la légalité et de la traçabilité
 - La partie européenne a posé la question de savoir si l'éventualité d'une sous-traitance transitoire du système de vérification de la légalité (contrôle de terrain notamment) à une société privée était définitivement écartée. La partie congolaise a répondu qu'elle est ouverte à cette éventualité, sous réserve d'une étude, et en particulier de l'analyse des délais de mise en place effective d'une telle sous-traitance.
 - La partie congolaise a fait savoir que le Ministère va se doter d'un nouvel immeuble. Le nouveau bâtiment R+2 à ossature bois, qui abritera notamment l'ensemble des services liés à l'APV-FLEGT, sera disponible avant la fin décembre 2013.
- Mode de financement du projet SNVL
 - Une première évaluation des coûts du SNVL et de ses possibilités de financement pérenne a été réalisée. Sur la base de ces résultats, la partie congolaise identifiera et choisira la ou les meilleures options.
 - Pour le financement de l'investissement, la partie européenne examine la possibilité de réaffecter les fonds non utilisés pour le contrat résilié.
 - Pour résoudre la question du financement, une rencontre sera organisée entre les co-présidents du CCM et le Ministre d'Etat, de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration, et l'Ordonnateur National.

Révision du Code Forestier

- La partie congolaise a confirmé le besoin de l'assistance technique de l'Agence Française du Développement (AFD) pour la révision du code forestier.

Appuis techniques

- La partie congolaise propose le recrutement d'un assistant technique (AT) porté par l'ATIBT pour faciliter la mise en œuvre de l'APV-FLEGT au Congo. Cet AT fera l'interface entre le MEFDD et le secteur privé. La partie européenne en prend note jusqu'à présentation des sources de financement avérées et des termes de référence.

Règlement de l'Union européenne sur le bois (RBUE)

- La partie européenne a rappelé que le RBUE et l'APV-FLEGT étaient deux processus distincts. A travers le développement et la mise en œuvre d'un système de diligence raisonnée, l'exportateur et l'importateur s'accordent sur les mesures et moyens à mobiliser pour attester de la légalité des produits bois qu'ils échangent. Ainsi, un certificat privé constitue un moyen de diligence raisonnée et non une garantie qui l'exonérerait de tout contrôle.

Etat d'avancement des APV dans le monde

- A la demande de la partie congolaise, la partie européenne a présenté un état des lieux de la situation des APV dans le monde et particulièrement en Afrique.

Calendrier du plan de travail global 2013-2015 (joint en annexe)

- Les principales activités et leurs échéances ont été identifiées par les deux parties. Voir en annexe.

Calendrier détaillé des activités en 2013 (joint en annexe)

- Les activités et leurs échéances ont été identifiées par les deux parties. Voir en annexe.



Pour la partie congolaise

S.E Monsieur **Henri DJOMBO**
Ministre de l'Economie Forestière et
du Développement Durable

Pour l'Union européenne



S.E Monsieur **Marcel VAN OPSTAL**
Ambassadeur Chef de Délégation de
l'Union Européenne en République du
Congo

Annexe I. Liste des participants

Délégation de la République du Congo

Henri Djombo
Donatien Nzala
Mathias Senga
Adolphe Ngassemba
Jacques Kanwe
Joachim Kondi
Alain Ngoya-Kessy
Gregoire Nkeoua
Emile Opika
Serge Moukouri
Madzou Moukili
Hadjinsy Grégoire Kouffa
Cyriaque Yabouna
Alfred Nkodia
Athanase Obele Bongo
Douniama Okana
François Gona
Roch Serge Moukoko

Assistants Techniques

Germain Djontu
Céline Ferré

Délégation de l'Union européenne

Marcel Van Opstal
Nicole Fisher
Stéphane Sourdin
Muriel Treibich
Julia Falconer
Xavier Rossi
Léa Turunen

Etats membres

France

Jean-François Valette
Yannick Mevel
Michel Pré



Patrick Dal Bello (AFD)
Baptiste Marquant (AFD)

Belgique
Peter Timmerman

Italie
Antonio Oroni

Espagne
Antonio Fernandez de Mazarambroz Bernabeu

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical line with a loop at the bottom and a horizontal stroke extending to the right.A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical line with a loop at the bottom and a horizontal stroke extending to the right.

Annexe II: Calendrier de travail annuel 2013

CALENDRIER DE TRAVAIL ANNUEL 2013

Activités	Sous-activités	Niveau de réalisation	Responsables	Résultats	Ressources à mobiliser	2013											
						4	5	6	7	8	9	10	11	12			

1. Mise en place et fonctionnement des organes et structures de l'accord

1.1 Tenue des réunions du Groupe de travail conjoint

En cours

MEFDD/UE

Réunions du GTC UE tenues

x x x x x x x

1.2 Révision, équipement et fonctionnement du Secrétariat Technique

En cours

MEFDD/ST/SGG

ST révisé

x

Budgétisation et décaissement des coûts de fonctionnement du ST

Non réalisé

MEFDD/ST

Budget pris en compte et décaissé

Fonds Forestier

x x x x



Tenue des réunions du ST

En cours

ST

Réunions organisées

x x x

1.3 Révision et fonctionnement du Comité Conjoint

Révision de la composition du CCM

En cours

MEFDD/ST/SGG

CCM révisé

x x

Tenue des réunions du CCM au moins 2 fois/an

En cours

MEFDD/UE/AT/DFID

Réunions du CCM tenues

x

x

Elaboration et validation du règlement intérieur du CCM

En cours

MEFDD/UE/AT

R I élaboré et valide

x

x

Préparation & publication d'un rapport annuel sur l'accord

Non réalisé

MEFDD/UE/AT/DFID

Rapport annuel publié

x x x x x x x

En cours

MEFDD/SGSEFDD

Budget décaissé

Fonds Forestier

1.4 Décaissement du budget de fonctionnement de la CLFT

2. Communication & Informations rendues publiques

de la légalité

Rédaction et révision des procédures premier niveau DD Justice

En cours

CLFT/ DG Justice/AT

Procédures rédigées

Budget de l'Etat

X X X X

Rédaction des procédures d'agriculture

En cours

CLFT/ DGA/AT

Procédures rédigées

Budget de l'Etat

X X X X

Rédaction des procédures premier niveau par les sociétés forestières

En cours

Point focal Nord et Sud des Sociétés Forestières/CLFT

Procédures rédigées

Budget de l'Etat

X X X X

Procédures de contrôle à la frontière des bois en transit et importés

En cours

CLFT/SCPFE

Procédures rédigées

Budget de l'Etat

X X X X

Tableau de contrôle et de vérification de l'annexe III pour les plantations et les permis spéciaux

Non réalisé

CLFT/AT

Procédures rédigées

Budget de l'Etat

X X X X

4.2 Test des procédures de communication entre premier et deuxième niveaux

Non réalisé

CLFT/AT

Procédure améliorée

A rechercher

X X X X

4.3 Validation des procédures

Acquisition des formulaires et du cachet sec

Non réalisé

IGSEFDD

Cahnet disponible

Fonds forestier

X X X

Tenue des réunions de validation des procédures par le CEVP

En cours

CLFT/CEVP/AT

Procédure validées

Fonds forestier

X X X X X X X

4.4 Développement du SNVL

Négociations du contrat avec SGS

Non réalisé

ON/EF/SGS

Contrat signé

EF/UE

X

Lancement du projet SNVL

Non réalisé

SGS/MEFDD/ON

Projet lancé

Budget de l'Etat

X

Développement et test du logiciel SVL à l'échelle pilote

Non réalisé

SNVL/SGS

Logiciel opérationnel

Budget de l'Etat

X X X X X

Formation aux procédures

Non réalisé

SNVL/SGS

Logiciel opérationnel

Budget de l'Etat

X X X X X

4.5 Installation et déploiement du logiciel du SVL

Sécurisation des parcelles et locaux des 5 DDEF restantes

En cours

DGEF/SVL

Locaux et parcelles sécurisés

Fonds forestier

X X X X X X X

8.3 Renforcement des capacités de la société civile de de l'OI FLEG

Concertation avec la société civile sur les modalités du renforcement ces capacités.

En cours

FERN, WELL-GROUNDED, CLIENT EARTH

Concertation menées

UE/FAO/FERNWELL-GROUNDED, CLIENT EARTH

X X X X X X X X X

Facilitation de l'accès aux sources financières pour mettre en place ce renforcement.

En cours

FERN, WELL-GROUNDED, CLIENT EARTH

Financement mobilisés

UE/FAO/FERNWELL-GROUNDED, CLIENT EARTH

X X X X X X X X X

Renforcement des capacités de la société civile

En cours

FERN, WELL-GROUNDED, CLIENT EARTH

Capacités renforcées

UE/FAO/FERNWELL-GROUNDED, CLIENT EARTH

X X X X X X X X X

Développement d'une meilleure compréhension des modes de vie des communautés autochtones et locales potentiellement affectées

En cours

PGDF

Rapport des études menées

UE/FAO/FERNWELL-GROUNDED, CLIENT EARTH

X X X X X X X X X

Renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises

En cours

MEFDD/Secteur privé

Rapport des études menées

AFD/DIFD

X X X X X X X X X

9. Audits indépendants du système

Redaction des ltr de l'audit indépendant

Non réalisé

UE/ON

TDR rédiges

UE/FED

X X X

10. Suivi des impacts de l'APV

10.1 Suivi des impacts socio-économiques et environnementaux

Définir et suivre les indicateurs sociaux

Non réalisé

MEFDD/EFI

scénarios de référence établis

EU/EFI

X X X

10.2 Suivi du couvert végétal, bois saisis et recettes forestières

Mise en place d'un système de suivi de l'impact socio-économique et environnemental Suivi de l'évolution des recettes forestières

Non réalisé

MEFDD/EFI/DGE

scénarios de référence établis

EU/EFI

X X X

Renforcement du mécanisme de suivi permanent du couvert végétal

En cours

WRM/MEFDD

Suivi effectué Mécanisme de suivi renforcé

UE/EFI/DIFD

USAID

X X X X X X X X X

Annexe III: Activités principales du plan de travail global et leurs échéances

- Rédaction et validation du document de politique forestière (Mai 2013 à mai 2014)
- Révision de la loi 16 - 2000 et élaboration des textes d'application (Mai 2013 à mai 2014)
- Révision des autres textes identifiés par l'APV (mai 2014)
- Finalisation et validation des procédures (Juin 2014)
- Délivrance des premiers certificats de légalité (courant 2015)
- Développement du Système National de Vérification de la légalité - SNVL» (Juillet 2013 à 2015)
- Communication infos de l'annexe 10 (Juillet 2015)
- Mise en place de l'auditeur indépendant (Avril 2015)
- Evaluation du SNVL (Juillet 2015)
- Renforcement des capacités des agents en charge du contrôle du SNVL
- Prise en compte du marché local (Juillet 2015)
- Emission (première) autorisation FLEGT (Septembre 2015)
- évaluation des systèmes de certification privés (courant 2015)
- Mise en place d'un système de suivi de l'impact socio-économique et environnemental de l'APV (Septembre 2014)

